



## Conseil économique et social

Distr. générale  
29 mars 2011  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Comité du commerce

##### Quatrième session

Genève, 14 et 15 juin 2011

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

##### Programme de travail

### Rapport d'évaluation biennale pour 2008-2009

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

Le présent document contient une évaluation par les responsables du sous-programme Commerce de l'exécution du programme de travail pour 2008-2009. Cette autoévaluation est conforme au plan d'évaluation (document ECE/TRADE/C/2007/14) adopté par le Comité à sa deuxième session, en 2007.

Le document est établi conformément à la décision prise par la Commission (document E/2004/37-E/ECE/1416) de demander aux comités sectoriels de procéder à des autoévaluations biennales de leur programme de travail. Le Comité est invité à approuver le rapport d'évaluation.

## **I. Groupe d'activités 1: Facilitation du commerce et transactions électroniques (mises en œuvre par le CEFAC-ONU)**

### **Réalisation escomptée 1 a)**

1. Ensemble élargi et plus étoffé de recommandations, normes, directives et instruments de la CEE pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques.

#### **Indicateurs de succès**

a) Nombre de recommandations, normes, directives et instruments de la CEE, nouveaux ou révisés, relatifs à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques adoptés par les États membres.

#### *Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 11 recommandations, etc., adoptées par les États membres

Objectif pour 2008-2009: 12 recommandations, etc., adoptées par les États membres

(Résultat obtenu: 24).

b) Nombre de pays (régions), d'organisations internationales et de secteurs associés à la mise au point des normes CEFAC-ONU.

#### *Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 36 acteurs associés

Objectif pour 2008-2009: 40 acteurs associés

(Résultat obtenu: 40).

#### **Bilan d'exécution**

2. Le travail d'élaboration relatif à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques est réalisé par cinq groupes relevant du CEFAC-ONU (Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques) qui se réunissent deux fois par an à l'occasion de sessions du Forum (grandes réunions de groupes d'experts) organisées dans différentes régions du monde et réunissant chacune jusqu'à 250 participants. Les groupes et leurs équipes de projet tiennent des réunions distinctes entre les sessions du Forum. Les résultats de leurs travaux, ainsi que les plans relatifs aux travaux futurs, sont présentés pour approbation aux sessions plénières annuelles du CEFAC-ONU. La réalisation escomptée pour l'exercice biennal 2008-2009 était l'adoption par les États membres de recommandations, normes, directives et outils, nouveaux ou révisés, relatifs à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques.

3. L'examen des résultats obtenus pour cet indicateur en 2008-2009 fait apparaître que 24 (12 en 2008 et 12 en 2009) recommandations de la CEE, nouvelles ou actualisées, relatives à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques ont été adoptées par les États membres et que l'objectif a été atteint pour l'exercice biennal 2008-2009.

4. En 2008-2009, le Forum du CEFAC-ONU a tenu quatre sessions, au Mexique, au Sénégal, en Italie et au Japon. Le nombre de participants à chaque session du Forum a régulièrement augmenté, bien qu'il ait accusé un léger fléchissement lors de la session tenue au Sénégal en 2008. Les participants ont continué d'appartenir à un grand nombre de pays, même si l'Europe, l'Amérique du Nord et la région Asie-Pacifique étaient relativement plus représentées que l'Amérique latine ou l'Afrique. Les parties prenantes étaient toujours très diversifiées: universités, entreprises de différents secteurs tels que ceux des télécommunications ou des banques, gouvernements, Organisation des Nations Unies et autres organisations internationales. Au départ, en 2007, 36 parties prenantes avaient été représentées à chaque session du Forum, et l'objectif fixé pour 2008-2009 était de porter ce chiffre à 40 parties (délégations de 33 pays et de 7 organisations internationales et autres institutions, rassemblant au total 306 participants aux forums de 2008 et 378 participants à ceux de 2009) qui devaient participer à l'élaboration de normes du CEFAC-ONU au cours de chaque réunion – objectif qui a été atteint. Cette augmentation globale, malgré la relativement plus faible participation à la session tenue au Sénégal, est une évolution très positive.

### **Enseignements à retenir**

5. S'agissant des normes applicables à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques, la situation pourrait encore s'améliorer si des États membres et d'autres parties prenantes collaboraient plus étroitement et plus activement aux travaux du CEFAC-ONU afin de combler les lacunes d'importance critique. Beaucoup dépendra de la nature et de l'effet précis des actions entreprises par le CEFAC-ONU pour faciliter une plus large participation (y compris des pays en transition) à l'élaboration et la mise en application des normes et recommandations du CEFAC-ONU, conformément aux prescriptions énoncées par le Comité exécutif<sup>1</sup>.

6. Le CEFAC-ONU entend, en priorité, favoriser la participation d'experts des pays en transition, selon les instructions données par le Comité exécutif. Il ressort d'une analyse du nombre de parties prenantes et d'experts qui ont participé aux sessions du Forum du CEFAC-ONU au cours de l'exercice biennal que cet objectif est en train d'être atteint. Même si les parties prenantes de pays en transition ne constituent encore qu'une minorité parmi les participants, leur nombre augmente progressivement. Cela dit, les chiffres de participation montrent qu'il reste nécessaire de stimuler en priorité la participation d'un plus large éventail d'acteurs, en particulier de pays en transition, et du même coup de faire davantage connaître les produits du CEFAC-ONU et de faire appliquer ses recommandations et ses normes par un plus large éventail de parties prenantes. Le CEFAC-ONU poursuit donc ses actions de promotion/sensibilisation, d'information et de renforcement des capacités.

### **Réalisation escomptée 1 b)**

7. Application accrue des recommandations, normes et règles de la CEE pour la facilitation du commerce.

<sup>1</sup> CEE, Recommandations relatives au Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques, ECE/EX/4.

**Indicateurs de succès**

a) Nombre de téléchargements, à partir du site Internet de la CEE, de recommandations, normes, directives et instruments essentiels, à titre d'indication de leur utilisation.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 128 000 téléchargements

Objectif pour 2008-2009: 128 000 téléchargements

(Résultat obtenu: 119 000 téléchargements).

b) Nombre de demandes d'assistance reçues de pays et d'autres organisations internationales pour promouvoir et mettre en œuvre les instruments et moyens d'intervention de la CEE relatifs à la facilitation du commerce et au commerce électronique.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 10 demandes d'assistance

Objectif pour 2008-2009: 11 demandes d'assistance

(Résultat obtenu: 11).

**Bilan d'exécution**

8. La méthode utilisée pour mesurer «le nombre de téléchargements, à partir du site Internet de la CEE, de recommandations, normes, directives et instruments essentiels, à titre d'indication de leur utilisation» a été adaptée afin d'être plus représentative des activités du CEFAC-ONU. L'indicateur qui était précédemment limité au nombre de téléchargements de seulement deux recommandations essentielles relatives aux transactions électroniques a été élargi afin d'englober les plus importantes normes récentes relatives à la facilitation du commerce. L'indicateur est le nombre total de téléchargements des recommandations et normes suivantes:

- Code des ports et autres lieux (LOCODE/ONU);
- Échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT-ONU);
- Bibliothèque des composants communs (CCL);
- Recommandation 33 (guichet unique).

9. La situation de départ et l'objectif ont été mal établis pour cet indicateur étant donné que «le nombre de téléchargements, à partir du site Internet de la CEE, de recommandations, normes, directives et instruments essentiels, à titre d'indication de leur utilisation» en 2006-2007 était de 94 000 (37 000 en 2006 et 57 000 en 2007) et non de 128 000. Cela signifie que le nombre de téléchargements du LOCODE/ONU et de l'EDIFACT-ONU a légèrement augmenté par rapport à l'exercice biennal précédent passant de 94 000 pour l'exercice biennal 2006-2007 à 101 000 au cours du présent exercice biennal (49 000 en 2008 et 52 000 en 2009). Par ailleurs, le nombre des téléchargements de la nouvelle CCL (Bibliothèque des composants communs) et de la Recommandation 33 (guichet unique) est passé de 0 à 9 200 (5 200 en 2008, 4 000 en 2009).

10. Le nombre de demandes d'assistance reçues d'États membres et d'autres organisations internationales pour faciliter la promotion et l'application des instruments de la CEE relatifs au commerce a été calculé par le secrétaire et le Conseiller régional: le CEFAC-ONU a reçu au total 11 demandes (5 en 2008 et 6 en 2009), de sorte que son objectif a été atteint.

### **Enseignements à retenir**

11. Le nombre de téléchargements dépend dans une large mesure du rythme de production de nouvelles normes, de la mesure dans laquelle certaines normes remplacent ou améliorent d'autres normes et des changements à apporter aux indicateurs pour prendre en considération de nouveaux produits ou des faits nouveaux. Par exemple, à la suite de la publication en 2007 du nouveau message DAPLOS de l'EDIFACT-ONU (Échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport), de nombreux groupes d'utilisateurs de l'EDIFACT-ONU ont dû mettre à jour leur base de données, ce qui a entraîné un nombre de téléchargements plus grand que la normale, ce qui a conduit à fixer des objectifs élevés pour les années suivantes, alors qu'aucun nouveau message n'était publié (étant donné que l'EDIFACT-ONU est une norme relativement complète et stable). Toutefois, un moins grand nombre de téléchargements de normes complètes peut certes dénoter un moins grand nombre de nouvelles mises en application mais ne signifie pas nécessairement que le nombre total de mises en application a diminué. Un nouveau message GOVCBR de l'EDIFACT-ONU a été publié en octobre 2009 dans le cadre de la publication 09A de l'EDIFACT-ONU et, de ce fait, on peut s'attendre à une forte augmentation du nombre de téléchargements entre novembre 2009 et mars 2010, mais ces résultats ne peuvent pas encore être pris en compte dans le présent rapport. S'agissant du nombre de téléchargements de la nouvelle CCL et de la Recommandation 33, il semble qu'il a eu légèrement tendance à baisser en 2009, mais il reste à voir si cette tendance va se confirmer au cours du prochain exercice biennal.

12. Le nombre de demandes d'assistance devrait augmenter au cours du prochain exercice biennal car le Comité exécutif de la CEE<sup>2</sup> a demandé au CEFAC-ONU de s'employer à faciliter une plus grande participation des gouvernements, en particulier des pays en transition, à l'élaboration et l'application des normes et recommandations du CEFAC-ONU. Pour donner suite à cette demande et en coopération avec le secrétariat, le CEFAC-ONU a mis au point un plan stratégique intégré de renforcement des capacités axé sur l'utilisation et la mise en œuvre des instruments du CEFAC-ONU en prêtant particulièrement attention aux besoins des pays en transition<sup>3</sup>. Beaucoup dépendra de la manière dont ce plan<sup>4</sup> sera appliqué ainsi que de la cadence à laquelle les normes, recommandations et instruments indispensables envisagés seront élaborés et des ressources qui seront disponibles.

<sup>2</sup> CEE, Recommandations relatives au Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques, ECE/EX/4

<sup>3</sup> Voir CEE, rapport intérimaire sur les décisions prises par le Comité exécutif de la Commission économique pour l'Europe (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/3); Plan d'action stratégique CEFAC-ONU visant à renforcer la participation des pays en transition (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/4); et Plan de renforcement des capacités stratégique et intégré du CEFAC-ONU axé sur les besoins des pays en transition (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/5).

<sup>4</sup> Voir à ce sujet CEE, Réunion du Comité exécutif, 13 juillet 2009, conclusions du Président.

## **II. Groupe d'activités 2: Politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (mises en œuvre par le WP.6)**

### **Réalisation escomptée 2 a)**

13. Ensemble élargi et plus étoffé de recommandations, normes, directives et outils relatifs à la coopération en matière de réglementation.

#### **Indicateurs de succès**

a) Nombre de recommandations, normes, directives et outils de la CEE, nouveaux ou révisés, relatifs à la coopération en matière de réglementation adoptés par les États membres.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 1 recommandation, etc.

Objectif pour 2008-2009: 1 recommandation, etc.

(Résultat obtenu: 1).

#### **Bilan d'exécution**

14. Les activités du Groupe de travail sont menées à bien par des experts de l'Équipe de spécialistes de la normalisation et des techniques de réglementation (Équipe START) et du Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe MARS). Les équipes de projet se réunissent au cours de l'année et tous les experts participent à la session annuelle afin de présenter les progrès réalisés dans le cadre des différentes initiatives et les plans relatifs aux travaux futurs. Pour l'exercice biennal 2008-2009, les États membres ont adopté une recommandation révisée (une en 2008 et zéro en 2009) et ont atteint l'objectif d'une recommandation nouvelle ou révisée.

#### **Enseignements à retenir**

15. Comme les recommandations ne représentent qu'un volet des travaux relatifs à la coopération en matière de réglementation, cet indicateur pourrait inclure à l'avenir le nombre d'outils, nouveaux ou révisés, ou le nombre d'objectifs réglementaires communs (ORC), nouveaux ou révisés, mis au point dans le cadre des initiatives sectorielles.

### **Réalisation escomptée 2 b)**

16. Application accrue des recommandations, normes, directives et instruments relatifs à la coopération en matière de réglementation.

#### **Indicateurs de succès**

b) Nombre de demandes d'assistance reçues d'États membres et d'autres organisations internationales pour promouvoir et mettre en œuvre les instruments de la CEE relatifs aux politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 4 demandes

Objectif pour 2008-2009: 4 demandes

(Résultat obtenu: 5).

**Bilan d'exécution**

17. Le nombre de demandes d'assistance reçues d'États membres et d'autres organisations internationales pour promouvoir et appliquer les instruments de la CEE relatifs au commerce était de cinq. Le WP.6 a atteint son objectif, qui était de quatre demandes (une en 2008 et quatre en 2009).

**Enseignements à retenir**

18. D'après les demandes d'assistance reçues, il semble qu'il n'a pas été possible de donner suite à une demande faute de crédit pour le renforcement des capacités dans ce domaine. Par exemple, une demande d'assistance à des groupements régionaux qui s'intéressent aux questions de coopération en matière de réglementation a été reçue du Bélarus et une autre de la Serbie. Les deux projets, qui proposaient plusieurs étapes pour renforcer la coordination entre les autorités chargées de la réglementation et les organismes d'évaluation de la conformité dans la région de la CEI et dans les Balkans, afin d'éviter de multiples essais et des frais inutiles n'ont pu être réalisés, faute de financement.

### III. Groupe d'activités 3: Normes de qualité des produits agricoles (mises en œuvre par le WP.7)

**Réalisation escomptée 3 a)**

19. Ensemble élargi et plus étoffé de recommandations, normes, directives et outils de la CEE relatifs aux produits agricoles.

**Indicateurs de succès**

a) Nombre de normes, recommandations et directives d'application, nouvelles ou révisées, adoptées par les États membres.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 18 normes, etc.

Objectif pour 2008-2009: 25 normes, etc.

(Résultat obtenu: 39).

**Bilan d'exécution**

20. Le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles et ses quatre sections spécialisées contribuent directement à la réalisation des objectifs généraux en matière de facilitation du commerce prévus dans le cadre du sous-programme Commerce en élaborant des normes de qualité commerciale harmonisées à l'échelle internationale pour les produits agricoles. La plus grande partie du commerce de ces produits, dans l'Union européenne ou entre elle et les pays qui n'en sont pas membres, satisfait aux normes CEE-ONU. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, le Groupe de travail a adopté 39 normes nouvelles ou révisées (13 normes nouvelles et 7 normes révisées en 2008;

4 normes nouvelles et 15 normes révisées en 2009). Pour cet indicateur, les résultats sont largement supérieurs à l'objectif de 25, malgré la complexité croissante des normes qui sont élaborées.

### **Enseignements à retenir**

21. L'augmentation du nombre de normes peut être attribuée à une meilleure organisation des travaux. Elle tient également au fait que les États membres sont très demandeurs de nouvelles normes agricoles pour les produits qui ne font pas encore l'objet de normes reconnues, ce qui n'était pas prévu au moment de l'établissement des objectifs pour l'exercice biennal. Cette augmentation a été possible grâce en partie à l'adjonction d'un membre du personnel qui a été en mesure de consacrer une partie de son temps à ce travail. L'indicateur donne une mesure approximative du niveau d'activité des organismes intergouvernementaux dans ce domaine et de l'intérêt que lui portent les pays et les organisations non gouvernementales. Il n'est pas précis pour en mesurer l'impact car la complexité des normes et leur importance dans les échanges commerciaux sont variables. Par exemple, l'actualisation d'une seule norme relative à la viande peut demander autant de travail que la révision de plusieurs normes relatives aux fruits et légumes frais, et l'élaboration de normes totalement nouvelles demande généralement plus de travail que la révision de normes existantes.

22. L'élaboration et la tenue à jour des normes vont probablement rester globalement au même niveau car il n'est pas possible de réaliser davantage de travail avec les ressources actuelles. Il serait difficile d'en faire davantage sans pour cela soit sacrifier la qualité soit ralentir les travaux consacrés à la promotion de la mise en application des normes.

### **Réalisation escomptée 3 b)**

23. Renforcement de la mise en application des recommandations, normes, directives et outils de la CEE relatifs aux produits agricoles.

#### **Indicateurs de succès**

a) Degré d'application des normes CEE-ONU à mesurer au moyen d'une enquête.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 950 normes

Objectif pour 2008-2009: 972 normes

(Résultat obtenu: n.d.) L'enquête a été reportée à une date ultérieure.

b) Nombre de demandes d'assistance reçues d'États membres et d'autres organisations internationales pour promouvoir et appliquer les instruments de la CEE relatifs aux normes de qualité des produits agricoles.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 3 demandes

Objectif pour 2008-2009: 5 demandes

(Résultat obtenu: 15).



c) Nombre de participants formés dans le cadre d'activités de renforcement des capacités (ateliers et cours de formation) concernant la mise en œuvre des normes applicables aux produits agricoles.

*Mesure des résultats:*

Situation de départ en 2007: 100 participants

Objectif pour 2008-2009: 150 participants

(Résultat obtenu: 550).

**Bilan d'exécution**

24. La réalisation escomptée a été obtenue. L'enquête a été reportée à une date ultérieure en raison des changements intervenus dans la législation de l'Union européenne relative aux normes de commercialisation. Le nouveau règlement de l'Union européenne a ramené de 36 à 10 le nombre de normes d'application obligatoire et introduit une norme générale de commercialisation, laquelle autorise l'utilisation des normes CEE-ONU. Le chiffre de 972 correspond au produit du nombre de normes d'application obligatoire dans l'Union européenne (36) et du nombre de pays membres de l'Union européenne (27). Comme beaucoup de pays qui n'en sont pas membres utilisent les normes CEE-ONU, le nombre effectif d'application de ces normes est plus élevé.

25. Quinze demandes d'assistance ont été reçues d'États membres et d'autres organisations internationales pour faciliter la promotion et l'application des instruments de la CEE dans le domaine du commerce; cinq avait été escomptées (quatre en 2008 et onze en 2009).

26. En ayant recours au Compte de l'ONU pour le développement et au Fonds russe de contributions volontaires, le secrétariat a organisé neuf ateliers/séminaires/cours de formation (trois en 2008 et six en 2009): 110 et 440 personnes ont reçu une formation en 2008 et 2009, respectivement.

**Enseignements à retenir**

27. Il est difficile d'établir une estimation exacte de l'application des normes CEE-ONU car, même si elles sont utilisées dans le monde entier, elles ne sont pas d'application obligatoire dans de nombreux pays. Il faudrait peut-être limiter l'indicateur au nombre mesurable de normes juridiquement contraignantes. Toutefois, ce nombre correspondrait à une forte sous-estimation de l'utilisation effective des normes CEE-ONU qui sont appliquées quotidiennement par les producteurs et négociants dans des milliers de contrats commerciaux.

28. La campagne de promotion dans le monde entier des normes CEE-ONU de qualité des produits agricoles, qui a démarré en 2008, a été semble-t-il très réussie et s'est traduite par un intérêt accru pour l'application concrète des normes. Leur utilisation a également été favorisée par les changements intervenus dans le règlement de l'Union européenne, qui se traduisent par une augmentation du nombre de produits pour lesquels il est possible de satisfaire aux prescriptions réglementaires de l'Union européenne relatives à la qualité des fruits et légumes frais en utilisant les normes CEE-ONU. Le secrétariat et le Groupe de travail poursuivront leurs activités de promotion.